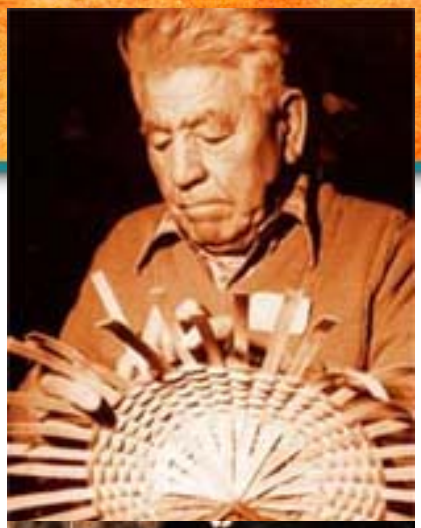

Briser les murs du silence et de l'indifférence

Mémoire

présenté par

Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

déposé dans le cadre
de la consultation publique

Vers une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination

Wendake

Septembre 2006

Le présent mémoire a été présenté en Commission parlementaire,
le 18 octobre 2006, dans le cadre de la consultation publique
du gouvernement du Québec en vue de l'élaboration
d'une politique gouvernementale
de lutte contre le racisme et la discrimination.

Introduction

Bien que les Autochtones occupent le territoire du Québec depuis des millénaires, bien peu de gens nous connaissent et encore moins de gens connaissent notre situation sociale, économique et politique. Ce mémoire ne portera pas sur les raisons de nature historique et politique qui expliquent cette méconnaissance, mais bien plutôt sur le fait que, de par les enjeux liés à la l'évolution de la situation sociale des Autochtones, il est impératif que ceux-ci soient inclus dans le projet de politique de lutte contre le racisme et la discrimination du gouvernement du Québec.

En effet, il faut savoir que plus du tiers des Autochtones au Québec composent avec la réalité urbaine. Ainsi, les Autochtones au Québec connaissent deux réalités : la vie dans les communautés et celle dans les centres urbains, où ils vivent quotidiennement du racisme et de la discrimination.

Le projet de consultation du gouvernement du Québec s'inscrit dans une démarche visant l'intégration des minorités, et nous saluons cette volonté, mais il amorce cette démarche en poursuivant une forme de ségrégation dont les Autochtones sont victimes depuis longtemps et dont les Autochtones en milieu urbain souffrent particulièrement.

Le mouvement des centres d'amitié autochtones regroupe plus de 120 centres d'un bout à l'autre du Canada et existe depuis bientôt 60 ans. Le Québec, quant à lui, compte 8 centres d'amitié[1] qui desservent une clientèle grandissante. Le mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec se définit par la volonté commune d'améliorer la qualité de vie et le mieux-être des Autochtones qui composent avec la réalité urbaine. Cette volonté commune se traduit par une mobilisation des centres qui constitue une voix collective dotée d'une structure provinciale: le Regroupement des Centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ).

La mission du RCAAQ est de militer en faveur des droits et des intérêts des Autochtones qui composent avec la réalité urbaine par des stratégies dynamiques, créatives et proactives pour la réalisation de la mission des centres ainsi que pour une reconnaissance d'une citoyenneté à part entière.

---

[1] Le Québec compte des centres d'amitié dans les villes de Chibougamau, Val-d'Or, La Tuque, Montréal, Senneterre, Québec, Lanaudière et un centre en développement à Sept-Îles.

En vertu de notre rôle de militant des droits et intérêts des Autochtones qui composent avec la réalité urbaine, nous nous proposons donc de démontrer la pertinence d'inclure les Autochtones dans le présent projet de politique en s'inspirant de l'expérience qui se vit à Val-d'Or.

Briser les murs du silence et de l'indifférence

La présence accrue des Autochtones dans les villes provoque inévitablement des changements dans les rapports entre les citoyens. Le changement n'est pas facile à entreprendre ni à accepter. La croissance significative de la présence autochtone provoque l'inconfort, le malaise et même le rejet au sein de la population. Auparavant, nous nous soucions plus ou moins de la présence des Autochtones dans les villes, puisque ces derniers n'étaient que des visiteurs de passage dans la ville. Maintenant, les Autochtones sont devenus des citoyens de la ville qui vivent une réalité différente, des besoins spécifiques et des revendications qui leurs sont propres. Comment cette nouvelle réalité se traduit-elle au quotidien?

Nombreux sont les centres urbains qui doivent gérer la réalité d'une population hétérogène. Val-d'Or en est un exemple.

Val-d'Or est une de ces villes en pleine mutation en ce qui concerne les relations entre ses citoyens. Val-d'Or est une ville voisine des Premières Nations, où convergent et habitent un nombre important d'Autochtones. La transformation sociale d'une ville requiert une volonté commune qui inclut l'ensemble de la communauté si on souhaite qu'elle se fasse dans la cohésion et l'harmonie. Certes, les Premières Nations, les Métis et les Inuit représentent, pour certains, une opportunité d'affaires rentable, mais pour d'autres, ils sont perçus comme un fardeau social qui coûte cher. Un fait demeure cependant : Autochtones et Allochtones ont à cohabiter ensemble sur un même territoire et dans une même ville.

L'industrie minière et forestière est au cœur du développement de Val-d'Or. Cette jeune ville est une « boom town » fondée officiellement en 1934. Mais le peuple Anishnabe (Algonquin) occupait ce territoire bien avant l'arrivée des prospecteurs américains et des chercheurs d'or. En fait, les plus vieux signes de feux de campement repérés dans la région de l'Abitibi indiquent que les Autochtones étaient là il y a au moins 5 000 ans. La colonisation a repoussé le peuple Anishnabek à l'intérieur des terres. À la fin de ce processus de colonisation, les Anishnabek avaient perdu les deux tiers de leur population. Les Anishnabek, comme la plupart des autres Nations autochtones du Canada, n'ont pas eu leur

juste part de la prospérité de ce pays. En Abitibi, ils n'ont jamais été une minorité visible. Ils ont plutôt été un peuple invisible.

Ce n'est que vers le milieu des années '70 que les Autochtones se sont fait plus nombreux dans la ville de Val-d'Or. Une autre Nation y est très présente. Il s'agit de la Nation crie. Les Cris proviennent de la région du Nord du Québec et ils vivent dans neuf communautés réparties sur leur territoire. En 1975, cette Nation a signé le premier traité moderne, la *Convention de la Baie James*, avec le gouvernement du Québec permettant à ce dernier de construire des barrages hydroélectriques sur son territoire. En 2002, les Cris ont renouvelé ce traité et ont signé *La Paix des Braves* . Cette entente confère aux Cris un pouvoir et offre des leviers économiques qui permettent à ces derniers de prendre en charge leur propre développement social, économique et culturel, contrairement aux Anishnabek qui eux, ne bénéficient pas d'entente de ce genre. La perception de la population valdorienne est que chaque Cri se promène dorénavant avec un chèque en blanc et un compte de banque bien garni, classant ces derniers dans une catégorie privilégiée, à part des autres Autochtones.

Comme les Anishnabek de la région, les Cris convergent à Val-d'Or pour y faire des affaires, du magasinage, pour le loisir ainsi que pour les services de santé et autres. S'ajoute à cette présence, la communauté autochtone urbaine. Ce sont les Autochtones qui résident en permanence depuis plus de 15 ans dans la ville de Val-d'Or.

Donc, Val-d'Or est une ville cosmopolite du point de vue de la diversité des Premières Nations. Le nombre d'Autochtones ne cesse de croître à Val-d'Or et cette population est composée en grande partie de jeunes de moins de 30 ans. Actuellement, les relations entre Autochtones et Non-Autochtones se limitent surtout à des échanges commerciaux. On trouve gentils les Autochtones qui dépensent leur argent dans les magasins. Un Autochtone consommateur est un Autochtone bien vu, mais à condition qu'il ne s'y installe pas en permanence…

Un fait demeure, la migration des Autochtones vers les villes est devenue une réalité, et Val-d'Or n'y fait pas exception, tout comme Chibougamau, La Tuque, Montréal, Senneterre, Québec, Lanaudière et Sept-Îles, d'autant plus que la population autochtone est très jeune comparativement à la population valdorienne. En fait, 60% des jeunes des Premières Nations au pays (et cette tendance est aussi vraie en Abitibi) ont moins de 25 ans. Ce n'est pas facile d'être un jeune Anishnabek, Cri ou Attikamekw à Val-d'Or. Difficile de s'affirmer quant on est un jeune dans une société qui juge par les apparences. Surtout quant

on a la peau brune, les cheveux noirs et que les préjugés nous collent à la peau. Doublement jugés, doublement discriminés, ça commence à peser lourd.

Pourtant on ressent ce besoin urgent chez les jeunes Autochtones de s'affirmer et de s'afficher comme Anishnabe, Cri ou Attikamekw. Ils l'expriment par leur énergie, leur fougue et leur spontanéité en utilisant le plaisir, le rire, la colère, la peine et parfois la détresse. En 2001-2002, une étude portant sur le capital social des jeunes de la communauté de Val-d'Or a été effectuée par l'Agence de santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue. On a posé la question suivante à un jeune Non-Autochtone :

Qu'est-ce que tu aimerais changer dans la ville de Val-d'Or? Voici sa réponse :

> « Moins d'indiens. Y a beaucoup, beaucoup, beaucoup d'Autochtones ici. Moi je ne suis pas raciste… mais tu te promènes dans la rue puis c'est juste des Autochtones. Dans le fond, on dirait que c'est une ville d'Autochtones. »

Cette étude a permis de faire le constat suivant : plusieurs jeunes rencontrés en entrevue ont fait part de relations conflictuelles entre les Autochtones et les Blancs. De fait, ce sont surtout les jeunes blancs qui ont fait part de ces tensions. Le racisme, s'il est dénié en tant que tel – « je ne suis pas raciste, mais… » - est exprimé sans ambiguïté. Il ressort de ces rencontres un manque de connaissances important quant à l'histoire régionale. L'une des conclusions de ce rapport confirme que peu de jeunes ont conscience que Val-d'Or est une ville jeune, à peine 70 ans, et peu de jeunes ont conscience de la présence des Premières Nations avant l'arrivée des Blancs sur le territoire.

Ces constats viennent appuyer un autre rapport de recherche menée dans les écoles secondaires de Val-d'Or et qui portait sur la violence entre les jeunes. Encore une fois, les réponses des jeunes sont révélatrices des tensions entre les Autochtones et Non-Autochtones. On a posé la question suivante à un jeune :

C'est souvent que tu as des conflits avec les Autochtones? La réponse :

> « Oui. Tout le temps. Ma cousine vient de se faire donner une volée hier par deux indiennes. C'est comme les noirs

> à Détroit. C'est la guerre entre les noirs puis les Blancs. À Val-d'Or, c'est la guerre entre les Blancs et les Indiens. »

Ce rapport conclut également qu'il apparaît très fortement que les jeunes Autochtones ont des réseaux moins bien développés que les Non-Autochtones. Presque tous les réseaux sont plus faibles et de beaucoup. Les difficultés que vivent les jeunes Autochtones sont plus élevées. Les entrevues font également état « d'un racisme exacerbé à l'encontre des jeunes de ces communautés ». Si le dénigrement et le rejet que subissent les jeunes Autochtones à Val-d'Or a une incidence majeure sur leur bien-être, on peut comprendre les difficultés et la détresse de ces jeunes.

Pourquoi ce mépris? On pourrait même aller jusqu'à demander : pourquoi cette haine, pourquoi ce racisme?

Encore une fois, en s'inspirant des réflexions que nous avons eues au cours des années à ce sujet. Le racisme et la discrimination sont une résultante de la peur de « l'Autre ». « L'Autre » étant celui ou celle qui n'est pas comme soi, celui ou celle que je ne connais pas. La peur de l'inconnu. Que fait-on quand on a peur? On se protège. On se replie sur soi-même. On adopte des comportements et des attitudes qui font en sorte qu'on rejette tout ce qui n'est pas nous. C'est un côté de la médaille.

L'envers de la médaille c'est un peuple qui veut en finir avec la dépendance, la pauvreté, l'abus d'alcool, de drogue, le décrochage, le suicide, le BS ! Comment fait-on pour en finir ? En regagnant sa dignité et sa fierté. En prenant en main sa propre destinée et en assurant un avenir qui accorde à ses enfants le droit de rêver. Aujourd'hui, en 2006, on peut affirmer que les choses changent, et pour le mieux. Outre l'affirmation politique et la prise de parole publique des leaders autochtones, il y a des hommes et des femmes des Premières Nations et Inuit qui se distinguent dans les domaines de la santé, de l'éducation, des arts, des affaires et dans le sport. Dans les communautés, on côtoie des infirmières, des travailleurs sociaux, des professeurs, des policiers, des entrepreneurs, des gestionnaires, des comptables, des ingénieurs, des médecins, des artistes, des médaillés olympiques, des techniciens en informatique, des éducatrices en services de garde etc. C'est grâce à ces modèles autochtones qu'on va enfin en finir !

Il n'existe pas de solution miracle pour briser les murs du silence et de l'indifférence. On comprend donc, que c'est une responsabilité collective que de promouvoir un monde meilleur qui accepte les différences. Nous avons deux voies qui s'offrent à nous : celle du mépris, de la violence et de la haine ou celle de la cohabitation, du respect et

de la connaissance. Comme société, nous devons avoir la conviction que nos actions contribuent à *faire une différence*. *Faire une différence* signifie que des efforts constants doivent être déployés afin que les choses changent et évoluent. *Faire une différence*, c'est lutter au quotidien contre la pauvreté et l'exclusion sociale. C'est aussi faire la promotion d'une équité et d'une justice sociale pour tous. *Faire une différence*, c'est créer une mobilisation communautaire autour d'un idéal de société. C'est aussi étendre la fierté d'être Anishnabe, Eeyou, Inuit, Métis ou Atikamewk à Val-d'Or, ou dans toute autre ville qui est enrichie par la présence des Premières Nations.

Les Centres d'amitié autochtones sont un catalyseur de cette mobilisation communautaire. Après 32 années d'existence, ils sont devenus un espace qui réduit le fossé entre la ville et la communauté, entre l'urbanité et les territoires, entre les Autochtones et les Allochtones. En réaction à la volonté de plus en plus exprimée par les Autochtones de s'affirmer et exercer du pouvoir sur leur vie, les Centres d'amitié se sont transformés en un lieu d'expression de l'identité et de la fierté autochtone en ville.

À titre de leader communautaire, le Centre d'amitié s'impose davantage dans les discussions qui portent sur le défi de la cohabitation dans la ville et l'organisation des services pour les Autochtones hors-communauté. Ces défis sont importants, mais pas insurmontables. Comment alors envisager l'avenir ? L'engagement à briser les barrières, éliminer les préjugés et dénoncer le racisme doit se renouveler au quotidien. L'éducation, la sensibilisation et la prévention sont la clé d'une cohésion sociale dans une ville comme Val-d'Or. Tous doivent y contribuer, Autochtones et Allochtones.

Au quotidien, nos actions visant le rapprochement et le dialogue entre les peuples peuvent parfois sembler banals or, à force de persévérance, on se rend compte que ces actions sont porteuses d'un message d'amitié et d'entraide. C'est à travers l'échange et le partage que se puise la motivation de continuer à *faire une différence*.

Le projet de politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination

À la lecture du document de consultation rédigé dans le cadre du projet de politique, il nous semble évident que les orientations du gouvernement découlent d'une réflexion qui rejoint les préoccupations du RCAAQ. Les trois grandes orientations que le gouvernement a adoptées, et qui consistent à : 1) Coordonner les efforts, 2) Reconnaître et contrer les préjugés et la discrimination, et 3) Renouveler ses pratiques et ses

institutions, trouvent toutes un écho dans les pistes de solutions amorcées ou envisagées par le RCAAQ.

Les 10 ententes de régionalisation de l'immigration avec les conférences régionales des élus (CRÉ) et les municipalités sont des ententes adaptées aux besoins locaux et qui visent la concertation avec les forces vives des régions. Il est indéniable que chaque centre d'amitié autochtone constitue une force vive de son milieu. Par exemple, le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or a pris le virage de l'économie social il y a déjà six ans et participe ainsi simultanément à la vitalité économique et au développement social de la ville. Passer outre ces maillons de la santé économiques de Val-d'Or reviendrait à ignorer une entité qui se distingue en faisant preuve d'initiative en matière de gestion de la diversité.

Par ailleurs, le RCAAQ abonde dans le même sens que le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles lorsque celui-ci affirme que la lutte contre le racisme passe par l'ouverture à l'autre et à la connaissance de l'autre, puisque en plus de militer en faveur des droits et intérêts des Autochtones en milieu urbain, le RCAAQ agit en tant que pont entre toutes les cultures autochtones et allochtones dans le but de vivre en harmonie. Le RCAAQ est un lieu où la diversité est source d'enrichissement.

En outre, le RCAAQ travaille depuis plusieurs années à développer et à maintenir des liens avec des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux. Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), entre autres, soutient le RCAAQ dans sa mission par le biais d'une entente de financement de base pluriannuelle. Le SAA a également contribué financièrement à la mise en œuvre d'un projet du RCAAQ assurant la promotion de la non-violence. Le RCAAQ entretient également des liens avec l'Union des municipalités du Québec (UMQ) afin d'assurer la bonne collaboration entre les centres d'amitié et les municipalités où ces centres sont situés. Finalement, le Chantier de l'économie sociale, autre partenaire du RCAAQ, a également permis à la direction de l'organisation de participer au Forum sur la globalisation de la solidarité qui a eu lieu à Dakar, au Sénégal, en novembre 2005.

À notre avis, ces exemples de collaboration sont en ligne avec les objectifs du gouvernement visant la compréhension et le rapprochement interculturels.

De plus, le RCAAQ est reconnu comme interlocuteur privilégié et porte-parole efficace auprès des instances gouvernementales fédérales, des instances provinciales des Premières Nations et des organisations

autochtones (Les Services parajudiciaires autochtones du Québec, la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec, la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, etc.).

Tel que souligné en introduction, bien peu de gens connaissent les Autochtones et leur situation sociale, économique et politique. Il est évident que des efforts de sensibilisation doivent continuellement être déployés, mais il apparaît également clair que l'éducation comporte des lacunes.

La couverture médiatique qui montre les Autochtones comme perturbateurs de l'ordre public ou bénéficiaires de l'aide sociale contribue également à favoriser les préjugés. De même, la diffusion des propos du Docteur Mailloux à des heures de grande écoute, par exemple, contribue à l'enracinement de préjugés à l'égard des Autochtones. Des reportages sur la richesse de la vision et des pratiques autochtones en ce qui concerne l'environnement, la démocratie, la vie familiale, la communauté, et la nature holistique de la santé, par exemple, changeraient à n'en point douter l'opinion que les Non-Autochtones se font de nous.

En terminant, le RCAAQ est profondément convaincu que certains enjeux auxquels les Autochtones en milieu urbain sont confrontés rejoignent ceux des minorités visibles et des communautés culturelles, et qu'une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination ne peut se passer de l'expérience que le RCAAQ a acquise au cours des années et du dynamisme et de l'innovation dont il fait preuve dans la réalisation de sa mission.

Pour nous rejoindre :

Directrice générale : Josée Goulet

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
225, rue Max-Gros-Louis, bureau 250
Wendake (Québec) G0A 4V0

Tél. : (418) 842-6354
Ligne sans frais : 1-877-842-6354
Téléc. : (418) 842-9795

regroupement.org@qc.aira.com
www.regroupement.org